TUNISIE

Le journaliste Zied el-Heni sort de prison

Le journaliste tunisien Zied el-Heni a été libéré hier après trois jours de détention provisoire à la suite d'une plainte d'un procureur, une affaire à l'origine d'un appel à la grève des médias aujourd'hui contre les pressions du pouvoir.

«C'est une victoire de tous les défenseurs de la liberté d'expression sur ceux qui, avec l'aide de l'appareil judiciaire, voulaient confisquer cette liberté et régler leurs comptes avec ceux qui ne veulent pas céder», a-t-il dit à l'AFP par téléphone après sa libération à la suite du versement d'une caution.

Zied el-Heni a été incarcéré pour avoir accusé un procureur de falsifier des preuves contre un caméraman pour l'impliquer dans une affaire de jet d'œuf contre un ministre en août. Le vidéaste en question a passé trois semaines en prison, avant d'être libéré mais reste inculpé. Le lanceur d'œuf, un cinéaste, est lui toujours en prison.

La détention provisoire de M. el-Heni avait été ordonnée vendredi matin mais une juridiction d'appel a décidé dans la soirée qu'il était libérable sous caution. Le versement de celle-ci n'était possible qu'hier matin, si bien que le reporter a passé le week-end en prison.

«Le dossier doit maintenant retourner devant le juge d'instruction qui doit écouter nos arguments. Selon moi, cette affaire doit être classée», a estimé l'avocat du journaliste, Me Abdelaziz Essid. L'affaire el-Heni a déclenché une levée de boucliers dans la société civile et le secteur des médias qui dénonçaient déjà régulièrement la multiplication des atteintes à la liberté d'expression depuis l'arrivée au pouvoir des islamistes d'Ennahda.

Le Syndicat national des journalistes tunisiens organise une grève aujourd'hui de tous les médias. Une manifestation de soutien à M. el-Heni a réuni plusieurs centaines de personnes hier devant le siège du gouvernement.

Une partie de la société civile tunisienne et de l'opposition accusent les islamistes Ennahda, la justice et la police de chercher à étouffer la liberté d'expression acquise grâce à la révolution de janvier 2011.

Photo : DR.

SYRIE

Les Occidentaux sur une ligne de fermeté face à Damas, Moscou contre toute menace

Les Etats-Unis et leurs alliés ont insisté hier pour une résolution «contraignante» à l'ONU sur le désarmement chimique en Syrie, menaçant le régime de «conséquences» s'il ne respecte pas ses obligations, suscitant l'opposition de la Russie, qui refuse toute menace.

Deux jours après l'accord américano-russe conclu à Genève sur le désarmement chimique de la Syrie, les chefs de la diplomatie des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni se sont réunis à Paris pour refaire leur unité sur le dossier syrien et se prononcer pour une résolution «forte et contraignante» du Conseil de sécurité des Nations unies.

John Kerry et William Hague ont tous deux insisté pour dire qu'il y aurait des «conséquences» si Damas ne respecte pas ses nouvelles obligations, Laurent Fabius allant jusqu'à évoquer «des conséquences sérieuses». La menace de recourir à la force était contenue dans un premier projet de résolution, élaboré par Paris la semaine dernière mais jugé «inacceptable» par Moscou. Ce projet servira pourtant de «point de départ» pour les discussions cette semaine, a-t-on assuré de source diplomatique française, et, aujourd'hui, Laurent Fabius se rendra à Moscou pour s'en entretenir avec son homologue Sergueï Lavrov.

Selon la présidence française, lors de la rencontre tripartite tenue à l'Elysée, les trois pays ont «jugé essentiel» de parvenir à un texte de résolution «fort et contraignant». Il s'agit d'obliger Damas, selon un «calendrier précis», à dresser l'inventaire de son arsenal chimique et à le faire vérifier jusqu'à son démantèlement d'ici la mi-2014, a-t-on précisé de même source. Moscou a immédiatement réagi aux déclarations des ministres occidentaux, en affirmant compter sur les Etats-Unis pour s'en tenir au texte de l'accord conclu à Genève, et ne pas aller au-delà. «Si quelqu'un veut menacer, chercher des prétextes pour des frappes, c'est une voie qui suggère à l'opposition au régime qu'on attend d'eux de nouvelles provocations, et c'est même une voie qui peut saper définitivement la perspective de Genève 2», la conférence de paix que la communauté internationale tente d'organiser pour mettre fin à la crise syrienne, a jugé le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Il a souligné que l'accord conclu samedi avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry ne prévoyait pas que la future résolution encadrant le démantèlement de l'arsenal chimique syrien fasse mention du recours au chapitre 7 de la charte de l'ONU, qui autorise le recours à la force en dernier ressort.

Une interprétation radicalement différente de celle de M. Kerry, qui a jugé que «l'accord engage totalement les Etats-Unis et la Russie à imposer des mesures sous le chapitre 7 en cas de non-application».

Hier, Paris a annoncé également une réunion internationale fin septembre à New York avec l'opposition syrienne, jusqu'ici très opposée à l'accord russo-américain conclu à Genève.

La participation de la Russie, fidèle alliée du régime syrien, à cette future rencontre, reste incertaine. Jusqu'à présent, Moscou a toujours refusé de participer aux réunions du groupe dit des «Amis de la Syrie» visant à soutenir l'opposition.

Une solution politique en Syrie risque cependant d'être compliquée à mettre en œuvre si l'on en croit les conclusions d'une étude de l'institut de défense britannique IHS Jane's, publiées hier par le quotidien *Daily Telegraph*. Les djihadistes et les islamistes membres de groupes extrémistes forment près de la moitié des forces rebelles qui combattent le régime syrien, selon cette étude. Or, les pays occidentaux souhaitent que la transition soit assurée exclusivement par de «vrais démocrates».

AFGHANISTAN

Ouverture des candidatures à la succession de Karzaï

Le compte à rebours en vue de la présidentielle d'avril en Afghanistan a commencé hier avec l'ouverture des candidatures à la succession de Hamid Karzaï, dans un scrutin qui fait figure de test pour un pays en guerre depuis 12 ans.

Cette journée a toutefois été assombrie par la mort de la femme la plus gradée de la police du Helmand, province instable et fief taliban dans le sud du pays, qui avait été la cible dimanche de tirs par des hommes armés à moto. L'assassinat de Nigar, 38 ans et mère de deux enfants, est le dernier en date contre des femmes cadres dans la fragile fonction publique afghane endeuillée par des attaques à répétition des talibans qui ont déjà annoncé leur boycott des élections.

La présidentielle, qui doit marquer la première transition démocratique en Afghanistan, aura lieu le 5 avril dans un contexte d'incertitudes alimenté par l'instabilité persistante dans le pays et le départ prévu fin 2014 de la majorité des 87 000 soldats de l'Otan. Elle désignera le successeur de Hamid Karzaï, seul homme à avoir dirigé le pays depuis la chute du régime des talibans, chassés en 2001 par une coalition militaire menée par les Etats-Unis. M. Karzaï, 55 ans, ne peut briguer un troisième mandat, selon la Constitution.

Les prétendants à sa succession pourront déposer leur candidature jusqu'au 6 octobre. Si aucun ne s'est encore officiellement déclaré, quelque «29» personnes ont déjà reçu les formulaires de candidature, a déclaré à l'AFP Noor Mohammad Noor, porte-parole de la Commission électorale indépendante (IEC), chargée de veiller au bon déroulement du scrutin.

«Certains sont des indépendants, d'autres sont affiliés à des partis politiques, mais jusqu'à présent il n'y a pas de femmes», a dit M. Noor.

Une fois cette phase achevée, la liste officielle des candidats sera publiée le 16 novembre, à la veille du lancement de la campagne électorale.

Pour l'heure, cette élection n'a ni candidat déclaré, ni favori, M. Karzaï n'ayant laissé, selon des observateurs, aucune personnalité émerger dans le paysage politique afghan.

Mais en coulisses, des alliances se nouent entre les partis pour présenter un candidat en position de force le jour du scrutin, et la capitale bruisse de rumeurs.

Les noms d'Abdullah Abdullah, rival de M. Karzaï lors de la présidentielle de 2009, d'Abdul Rasul Sayyaf, ancien seigneur de guerre, ou encore du ministre des Affaires étrangères, Zalmai Rassoul, sont souvent cités comme d'éventuels présidentiables.

Le scrutin fait figure de test majeur pour un pays qui n'est pas parvenu, malgré 12 ans de guerre et la puissante machine militaire de l'Otan, à venir à bout de l'insurrection des rebelles talibans, ni à leur faire accepter une paix négociée.

Attentats, enlèvements, affrontements armés... les violences sont quotidiennes dans ce pays de 30 millions d'habitants qui compte parmi les plus pauvres du monde, et les quelque 350 000 membres des forces afghanes (policiers, militaires, paramilitaires) qui ont pris le relais de l'Otan pour assurer la sécurité du pays sont loin de présenter les mêmes garanties que les troupes de la coalition, bien mieux équipées et organisées. Dans ce contexte, la communauté internationale craint une réédition de l'élection de 2009, marquée par des fraudes massives et les violences des rebelles.

Mais les critiques commencent déjà à poindre alors que M. Karzaï a désigné hier les cinq membres de la Commission des plaintes électorales (ECC).

«La majorité des nouveaux membres de la commission sont soit des alliés du président soit de ses proches», a souligné Thomas Ruttig, un expert du Réseau des analystes afghans.

«La composition de cette commission renforce donc le contrôle du président sur les structures électorales», a-t-il déclaré à l'AFP.

Des responsables occidentaux, mais aussi les bailleurs de fonds de l'Afghanistan, ont prévenu Kaboul que le bon déroulement du scrutin était crucial pour préserver les fragiles acquis de la démocratie afghane.

«Une élection présidentielle transparente, crédible et ouverte à tous est désormais ce qu'il y a de plus important pour la transition démocratique en Afghanistan», a écrit l'ambassadeur américain James Cunningham, dans une tribune publiée la semaine dernière dans la presse afghane.